



**PRÉFÈTE
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 13/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



MESSER FRANCE SAS (ex PRAXAIR)

QUAI D AVAL
60100 Creil

Références : IC-R/0230/23-LF
Code AIOT : 0005101551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement MESSER FRANCE SAS (ex PRAXAIR) implanté Chemin de Creil 60340 Saint-Leu-d'Esserent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de l'action régionale pluriannuelle visant à réduire les prélèvements d'eau des ICPE les plus consommatrices. Cette action s'effectue notamment au travers de la prescription de dispositions complémentaires aux établissements concernés.

Monsieur VERBE, du BPPE évalue à cette occasion la conformité réglementaire du puit existant sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MESSER FRANCE SAS (ex PRAXAIR)
- Chemin de Creil 60340 Saint-Leu-d'Esserent
- Code AIOT : 0005101551
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui
- courriel d'échange avec l'administration : SLefevre@messer.fr
- activité : production de gaz liquide

Le groupe Messer est spécialisé dans la production et la distribution de gaz industriels, alimentaires, spéciaux et médicaux. Les gaz industriels produits peuvent être l'oxygène, l'azote, l'argon, le dioxyde de carbone, l'hydrogène, l'hélium, des gaz de protection pour le soudage,... Le groupe Messer (MESSER Group GmbH + Messer Industries GmbH) a réalisé un chiffre d'affaires de 1,35 Milliards d'euros en 2018 et emploie env. 11 000 personnes dans le monde.

Le site de MESSER France SAS (ex-Praxair) se trouve à l'extrême Nord-Est du territoire de la commune de St-Leu-d'Esserent. D'une superficie d'environ 6 ha, l'établissement s'insère dans une zone industrielle qui s'étend également sur les communes de Thiverny et Montataire. Il est bordé :

- à l'Est par la rivière l'Oise puis, le centre de Creil,
- au Nord et à l'Ouest par l'établissement industriel Arcelor Mittal de Montataire,
- au Sud par des zones boisées.

Sur le site de SAINT-LEU-D'ESSERENT, l'activité de la société MESSER consiste à produire de :

- l'azote liquide (200 t/j) ;
- l'oxygène liquide (100 t/j) ;
- l'argon liquide (5 t/j).

La production est réalisée 24 h/24. Le site emploie environ 20 personnes. Les gaz obtenus sont stockés dans des réservoirs aériens, puis livrés par camions-citernes à différents industriels (sidérurgie, chimique, métaux non ferreux, industrie alimentaire, électronique, propulsion des fusées, etc.). Par ailleurs, de l'azote gazeux est livré pour la société ARCELOR par canalisation de transport.

Sur le site et depuis 2014, il n'y a plus de fabrication d'hydrogène.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action sécheresse
- évaluation de la conformité réglementaire du puits (par monsieur VERBE)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2019, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas déclaré sur GERP ses consommations en 2015, 2016 et 2017. De plus le prélèvement en eau du site n'a jamais fait l'objet de restriction par prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2019, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvement (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
Constats : Aucune valeur portant sur la consommation d'eau du site n'a été prescrite par arrêté. Les déclarations GEREP portant sur la consommation d'eau de 2018 à 2022 sont précisées ci-après, ainsi que les consommations de 2017 à 2015 transmises par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> – Année 2022 : 117 636 m³ ; – Année 2021 : 92 624 m³ ; – Année 2020 : 74 539 m³ ; – Année 2019 : 98 972 m³ ; – Année 2018 : 94 492 m³ ; – Année 2017 : 106 668 m³ ; – Année 2016 : 142 937 m³ ; – Année 2015 : 117 766 m³ ; L'exploitant déclare : <i>"L'année la plus représentative en terme de consommation d'eau et de fonctionnement usine est l'année 2016 avec 142 937 m3 pour un fonctionnement global usine de 7727h.</i> <i>Si on ramène cette consommation à une année complète de production (en retirant deux semaines d'arrêt pour maintenance préventive), nous arriverions à un total (consommation de référence) de : 156 000 m3 à l'année.</i> <i>Les variations de consommation d'eau d'une année sur l'autre sont directement liées à notre fonctionnement liquéfacteur (production liquide) et nous adaptons la production en fonction de la demande de notre département sourcing."</i> Cependant l'inspection considère que la consommation de l'année 2016 reste une consommation exceptionnelle sur ces neuf années. De plus l'exploitant déclare à ce jour une consommation en 2023 de 23 706 m ³ . Même en tenant compte du fait que le prélèvement en eau est plus élevée en période chaude, l'inspection propose une valeur maximale de prélèvement en eau de 120 000 m3 dans le projet d'arrêté préfectoral qu'il soumet à l'exploitant. Les quantités maximales de consommations d'eaux seront prescrites plus finement après l'étude technico-economique effectuée sur prescription, par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

3) Action sécheresse

1. Introduction

Le département de l'Oise connaît depuis 2017 des déficits pluviométriques importants ayant conduit en 2017, 2018, 2019 et 2020 à la prise d'arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau, et plaçant plusieurs bassins versants en situation de vigilance, d'alerte ou d'alerte renforcée sécheresse. Les hivers successifs, période normalement propice à la recharge des nappes

phréatiques, n'avaient pas permis aux nappes de revenir à leur niveau normal au début du printemps. Il est donc nécessaire d'anticiper toute dégradation supplémentaire du niveau des nappes, afin de préserver l'état quantitatif et qualitatif de la ressource, les usages prioritaires ainsi que la survie des écosystèmes aquatiques.

En 2022, au regard de la situation hydrologique de la région des Hauts-de-France et du département, le Thérain a été placé en situation de vigilance par l'arrêté de restrictions d'usage du 22 mars 2023. Plusieurs bassins versants sont concernés et notamment le bassin versant du Thérain, bassin dans lequel prélève la société MESSER.

2. Bilan actuel de la situation de la société MESSER

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 mai 1993, ne limite pas le prélèvement en eau du site MESSER. Cette société prélève de l'eau souterraine sur un forage de 1979, le forage répertorié **BSS000IUIW**, d'une profondeur de 101 m.

La société MESSER a déclaré de 2018 à 2022 les consommations d'eau souterraine suivantes sur le site de télédéclaration GERE (en m³) et transmet à l'inspection les chiffres suivants entre 2017 et 2015 :

2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015
117 636 m ³	92 624 m ³	74 539 m ³	98 972 m ³	94 492 m ³	106 668 m ³	142 937 m ³	117 766 m ³

La consommation est étroitement liée à la production et à la température extérieure.

Un courrier envoyé, par la DREAL Hauts-de-France le 26 mars 2019, à l'attention des ICPE les plus consommatrices de la région (> 50 000 m³/an) demandait aux exploitants les actions réalisées en terme de réduction des consommations d'eau et les éventuelles actions spécifiques menées en période de sécheresse. La société MESSER a répondu le 09 mai 2019. Les actions suivantes ont été mises en place :

- changement de la tour aéroréfrigérante en 2015. 8 m³/h sont économisés pour la même puissance thermique ;

Lors des périodes de sécheresse en 2017 et 2018, la société MESSER indique n'avoir mené aucune action particulière car :

- la réduction de la consommation du process est impossible en production ;
- c'est l'été que la consommation d'eau est la plus élevée.

Lors de nos discussions avec l'exploitant en 2023, ce dernier informe l'inspection que :

- il a changé le traitement d'eau de la TAR par un système automatisé (TRASAR) et mis en place un contrat de maintenance et de contrôle de ce système avec la société NALCO. De nouvelles cuves de produits de traitement d'eau ont été installées. La stratégie actuelle est d'étudier avec le contractuel l'optimisation de la consommation d'eau par la TAR en diminuant le prélèvement et en améliorant le ratio rejet (purge) /prélèvement ;

- l'eau prélevée sert majoritairement à refroidir les équipements. Cette consommation varie donc en fonction du mode de production et des températures extérieures ;

- une baisse temporaire de la consommation d'eau impliquerait l'arrêt à court terme des outils de production afin de garantir l'intégrité des équipements. Elle impliquerait une marche dégradée de

l'usine dans un premier temps avec l'arrêt de la production de liquide. En effet le gros consommateur de l'usine est le liquéfacteur. Il s'agit d'un groupe froid qui représente à lui seul les 2/3 de la consommation totale d'énergie du site ;

- l'arrêt du site, au-delà de provoquer potentiellement des casses d'équipements pourrait provoquer une tension sur le réseau électrique ;
- un audit du puits exploité sur site est en cours. Les constats seront fournis à l'inspection.

3. Présentation de l'action de l'inspection des installations classées

Dans l'objectif de réduire les prélèvements d'eau effectués dans les masses d'eau souterraines, les masses d'eau superficielles et les réseaux de distribution public par les ICPE, l'inspection des installations classées a décidé de lancer en 2019 une action pluriannuelle auprès des établissements recensés comme gros consommateurs (prélevant plus de 50 000 m³/an quelque soit le milieu de prélèvement – ce seuil est le seuil de déclaration GEREPE des établissements prélevant au réseau de distribution public).

La société MESSER est dans ce cas. Elle prélève dans la nappe « Eocène du Valois(FRHG104)/ Sable du Bracheux », en bon état quantitatif au titre du SDAGE

Il a donc été décidé d'agir prioritairement auprès des établissements prélevant dans cette masse d'eau.

Par ailleurs, l'instruction du Gouvernement du 31 décembre 2019 relative aux actions nationales de l'inspection des installations classées pour l'année 2020 a prévu une action « sécheresse » en son paragraphe C.2, dans le chapitre des « actions aux choix ». Cette action consiste à :

- lister les principaux préleveurs et consommateurs d'eau ;
- vérifier si les prescriptions des AP des ICPE concernées permettent de répondre aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau qui ont été prises par le préfet en application de l'article L. 211-3 du code de l'environnement ;
- Interroger l'exploitant sur les mesures qu'il met en place lors de ces périodes de sécheresse et vérifier leur applicabilité ou leur mise en oeuvre si une période de sécheresse est en cours ;
- sensibiliser les exploitants sur cette thématique lors des inspections ;
- interroger les exploitants sur leurs efforts de réduction de consommation d'eau au cours des dernières années, afin d'identifier si une réflexion convaincante a été mise en place et de pouvoir en rendre compte lors des éventuels comités sécheresse ;
- si les arrêtés préfectoraux ne prévoient pas de mesures spécifiques ou si ces dernières ne sont pas adaptées, proposer aux exploitants de réfléchir à des mesures applicables sur les sites pour ces périodes et adapter les prescriptions par APC.

L'instruction du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 12 décembre 2022 relative aux actions nationales 2023 de l'inspection des installations classées prévoit une « action sécheresse » dans les actions thématiques prioritaires pour l'année 2023.

L'action régionale pluriannuelle, amorcée en 2019, et poursuivie en 2020 dans les Hauts-de-France, s'inscrit donc pleinement dans le cadre de ces demandes. Elle se poursuit en 2023 afin de concerner l'ensemble des sites visés.

Par ailleurs, les ICPE visées ont été conviées le 04 février 2021 à une réunion d'information organisée en visioconférence, afin de présenter le contexte général et les contours de cette action. Diverses présentations assurées par le BRGM, les DDT(M) de chaque département, l'agence de l'eau et la DREAL ont ainsi eu lieu lors de ces réunions.

Le principe général de l'action pluriannuelle est de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire :

- la réduction de la limite maximale de consommation au regard des prélèvements réels depuis au moins 5 ans ;
- d'adapter la fréquence des relevés de consommation d'eau si aucune fréquence n'est prescrite, ou si une fréquence différente d'une fréquence journalière ou hebdomadaire est prescrite, et prescrire la transmission de ces données via l'application GIDAF à fréquence mensuelle en période de sécheresse, et trimestrielle en dehors ;
- la réalisation sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion globale de l'eau afin d'identifier les actions ou mesures qui pourraient être mises en place pour diminuer le niveau actuel des prélèvements, qu'ils soient effectués dans les eaux souterraines, les eaux de surface ou le réseau d'eau potable ;
- la détermination d'un plan d'actions « sécheresse » qui détaille les mesures que l'exploitant sera en mesure de mettre en place en cas de passage en vigilance renforcée, alerte, en alerte renforcée ou crise sécheresse.

L'analyse des réponses apportées par l'exploitant au courrier précité, l'analyse de ses niveaux de prélèvements associés et le contexte du bassin versant où ont lieu ses prélèvements amènent l'inspection des installations classées à prescrire à la société MESSER, le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires joint au présent rapport qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'exploitant devra réaliser sous 9 mois une étude technico-économique (ETE) de réduction des consommations d'eau comportant notamment :
 - l'état actuel de l'utilisation de l'eau par la société MESSER
 - la description des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau qu'elles ont permis de réaliser
 - l'étude et l'analyse des possibilités de réduction des prélèvements et les possibilités de recyclage
 - l'échéance de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'objectif de l'étude est de diminuer au maximum les consommations. L'optimisation de la gestion globale de l'eau sur le site devra être recherchée. Une quantité maximale d'eau prélevée sur le site devra être proposée au vu de cette étude, par l'exploitant. Cette quantité fera l'objet d'une prescription complémentaire.

Une note ministérielle du 16 septembre 2019 a fixé la feuille de route découlant des assises de l'eau qui se sont tenues à travers la France de 2017 à 2019. Cette feuille de route s'articule autour de trois grands objectifs dont un porte sur les économies d'eau, et un meilleur partage de la ressource dans le but d'atteindre une réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et de 25 % en 15 ans. Ces objectifs sont visés dans le projet d'arrêté. L'objectif de l'ETE prescrite dans le cadre de l'action pluriannuelle est de viser une diminution des prélèvements de l'établissement de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019

Par ailleurs, en menant cette étude, l'exploitant devra tenir compte des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral au niveau du point de rejet des eaux industrielles ainsi que de la température du rejet. En effet, la diminution de consommation peut avoir pour conséquence de concentrer les substances polluantes dans les effluents, et donc d'augmenter les niveaux de concentration en sortie de site. De même la température des rejets pourrait augmenter, l'exploitant doit donc veiller à garantir un respect des valeurs limites, et si des dérives sont à craindre il devra l'intégrer dans son étude.

- l'exploitant réalisera sous 9 mois un plan d'actions sécheresse qui présentera les actions qu'il peut mettre en place dans le but de diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse et les effets prévus et/ou observés. Ce plan aura pour objectif de diminuer les prélèvements réalisés par l'exploitant de 5 % en situation de vigilance renforcée sécheresse, de 10 % en situation d'alerte sécheresse, de 20 % en situation d'alerte sécheresse renforcée, au-delà de 20 % en cas de crise sécheresse (en rappelant que le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité).

4. Échanges avec l'exploitant

L'exploitant devra apporter ses remarques sur le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport dans un délai de quinze jours à réception de ce rapport.

4) Conformité de l'ouvrage de prélèvement BSSOOOJW de l'usine MESSER

Monsieur Jérémy VERBE, Chargé de mission référent pollutions diffuses a élaboré, suite à son inspection sur site, un compte rendu daté du 23 mai 2023. Ce compte-rendu est joint au présent rapport (pièce jointe n°2).

Les non-conformités relevées par Monsieur VERBE devront être levées par l'exploitant dans les plus brefs délais. Il s'agit notamment de :

- mettre en place un registre de prélèvement conformément à l'article R.214-58 du Code de l'environnement ; le délai pour lever cette non-conformité est fixé à un mois. Ce fait est susceptible d'une mise en demeure dans le cas contraire;
- combler si nécessaire le forage BSSOOOJUKL;
- transmettre un visuel du forage BSSOOOJUKL;

L'ensemble des remarques de ce rapport devra être pris en compte par l'exploitant.

5) Conclusions

L'inspection propose à Madame la Préfète de l'Oise de prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, dont un projet est joint en annexe, la réalisation des études ci-dessus développées qui devra permettre la prescription d'une quantité maximale de prélèvement d'eau par an sur le site.